

## **L'État social marocain : leviers de réussite face aux transformations de la société**

### **The Moroccan social state: levers for success in the face of social transformations**

**MENGOUCHI Oumaima**

Doctorante

Université Mohammed Premier-OUJDA

Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales

Laboratoire Universitaire de Recherches en Instrumentation et Gestion des Organisations

« LURIGOR »

Maroc

**BEKKAOUI Abdelmalek**

Enseignant chercheur

Université Mohammed Premier-OUJDA

Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales

Laboratoire Universitaire de Recherches en Instrumentation et Gestion des Organisations

« LURIGOR »

Maroc

**Date de soumission** : 02/06/2024

**Date d'acceptation** : 13/11/2024

**Pour citer cet article** :

MENGOUCHI O. & BEKKAOUI A. (2024) «L'État social marocain : leviers de réussite face aux transformations de la société », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 7 : Numéro 4 » pp : 1424 - 1446

## Résumé

Le concept d'État social, apparu au XIX<sup>ème</sup> siècle avec le modèle Bismarck, visait initialement à freiner la montée du parti social-démocrate en intégrant le mouvement ouvrier par des politiques de protection sociale. Cette vision s'est élargie au fil du temps pour englober les principes fondamentaux de l'État social. Au Maroc, une prise de conscience des enjeux sociaux a mené, ces dernières décennies, à des mesures de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, avec des mécanismes institutionnels d'assistance et de protection des droits des personnes vulnérables.

La préoccupation pour l'État social occupe une place centrale dans les débats et programmes gouvernementaux, avec des initiatives pour un « État social consolidé » axé sur le revenu minimum de dignité, l'aide aux personnes âgées et handicapées, la protection sociale et le développement du capital humain. Le défi actuel est d'adapter cet État social marocain aux transformations de la société contemporaine tout en renforçant ses fondements pour maximiser son efficacité.

Notre recherche a pour objectif d'explorer les caractéristiques de cet État social, son évolution et ses implications pour la société marocaine, tout en examinant les mesures gouvernementales visant à le renforcer et en identifiant les leviers stratégiques pour optimiser son modèle.

**Mots clés :** État social ; Leviers de réussite ; transformations de la société ; Bismarckien ; Maroc.

## Abstract

The concept of the social state, which emerged in the 19th century with the Bismarck model, was initially aimed at curbing the rise of the Social Democratic Party by integrating the labor movement through social protection policies. Over time, this vision expanded to encompass the fundamental principles of the social state. In Morocco, awareness of social issues in recent decades has led to measures to combat poverty and social exclusion, establishing institutional mechanisms to assist and protect the rights of vulnerable individuals.

The focus on the social state is central in national debates and government programs, with initiatives for a « consolidated social state » emphasizing a minimum income for dignity, support for the elderly and disabled, social protection, and human capital development. The current challenge is to adapt this Moroccan social state to the transformations of contemporary society while strengthening its foundations to maximize its effectiveness.

Our research aims to explore the characteristics of this social state, its evolution, and its implications for Moroccan society, examining government measures to reinforce it and identifying strategic levers to optimize its model.

**Keywords:** social state; success levers; societal transformations; Bismarckian; Morocco.

## Introduction

Au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'émergence du concept d'État social a marqué un tournant majeur dans l'histoire politique, inaugurant une ère où la protection sociale et la garantie des droits fondamentaux des citoyens sont devenues des préoccupations centrales des gouvernements. Initié par Bismarck en Allemagne dans le dessein de répondre aux enjeux politiques de son époque, l'État social a depuis lors connu une évolution remarquable, élargissant ses domaines d'intervention pour s'adapter aux transformations de la société et répondre aux besoins croissants de ses citoyens.

Au Maroc, cette évolution a également été perceptible, notamment au travers des politiques publiques visant à lutter contre la pauvreté, à promouvoir l'inclusion sociale et à garantir un niveau de vie décent pour tous. Cette conscience des enjeux sociaux s'est traduite par la mise en place de mécanismes institutionnels visant à renforcer la protection sociale et à promouvoir le bien-être des citoyens, marquant ainsi une volonté gouvernementale de consolider les fondements d'un État social authentique et efficace.

Cependant, malgré les avancées réalisées, des défis persistent quant à l'adaptation de ce modèle aux mutations rapides de la société contemporaine. Les bouleversements économiques, démographiques et technologiques exigent une remise en question constante des politiques sociales et une recherche permanente de solutions innovantes pour garantir la pérennité et la pertinence de l'État social.

C'est dans ce contexte que s'inscrit notre recherche, visant à analyser les caractéristiques de l'État social marocain, son évolution au fil du temps et ses implications pour la société. Nous examinerons également les actions gouvernementales mises en œuvre pour renforcer ce modèle, tout en identifiant les leviers stratégiques susceptibles d'optimiser son efficacité et sa capacité d'adaptation aux mutations sociales.

De manière plus spécifique, nous nous attacherons à répondre à la question centrale suivante : **Quels leviers l'État social marocain peut-il actionner pour s'adapter efficacement aux évolutions de la société, et comment les actions gouvernementales peuvent-elles renforcer ce modèle ?**

Pour répondre à notre problématique, nous allons adopter une méthodologie de recherche structurée autour d'une exploration approfondie des leviers de l'État social marocain. Cette méthode consistera d'abord à identifier et à analyser les principaux mécanismes institutionnels, politiques et économiques qui sous-tendent le développement et le renforcement de l'État social au Maroc. A cet effet, notre travail débutera par une présentation des caractéristiques essentielles d'un véritable État social. Ensuite, nous mettons en lumière les défis posés par l'évolution de la société marocaine et leurs implications, avant d'examiner les fondements de l'État social et les initiatives prises par les pouvoirs publics. Enfin, nous explorerons les leviers disponibles pour optimiser le modèle social marocain.

## 1. Vers un État social authentique : Réflexions sur l'évolution de la société marocaine

L'émergence de l'économie du bien-être depuis le début du XXe siècle illustre l'évolution des préoccupations économiques, passant d'une simple évaluation des situations économiques à une intégration progressive des dimensions sociales et environnementales. Cette transformation reflète les défis contemporains liés à l'État social, soulignant ainsi l'importance d'une approche globale pour assurer une protection sociale pérenne et adaptée.

Pour comprendre la crise actuelle de l'État social, il est crucial d'examiner en profondeur les facteurs économiques, sociaux et géopolitiques qui ont caractérisé les Trente Glorieuses, une période de relative prospérité entre 1945 et 1975. Cette époque était marquée par une hausse des salaires, une expansion de la classe moyenne, un faible chômage, une protection sociale étendue et un accès universel aux grands services publics.

### 1.1. Les caractéristiques d'un vrai État social

#### 1.1.1. Émergence et Évolution de l'État Social : Un Regard Historique

Le concept d'État dépasse souvent sa simple définition institutionnelle pour englober les relations sociales qui le sous-tendent. Ces relations impliquent une hiérarchisation et une systématisation, où les citoyens interagissent différemment avec l'État. Ainsi, l'État est plus qu'une simple entité gouvernementale, mais plutôt un système complexe de relations sociales et politiques.

Dans sa définition de l'État social, (Billaudot, 2008) met en avant le concept de rapport social entre les citoyens et les institutions politiques, combinant citoyenneté et monnaie, et justifié par différentes valeurs de la modernité. Cette perspective souligne le rôle de l'État dans la mise en relation des individus entre eux, excluant les relations internes à l'État lui-même. L'État social englobe les interventions visant à intégrer les citoyens dans la société, notamment à travers la régulation du rapport salarial. En modernité occidentale, son spécificité réside dans sa focalisation sur les interventions visant à réaliser l'intérêt général selon les valeurs contemporaines.

- **Le "Welfare State" dans une perspective historique**

Briggs Asa (1961) propose une définition globale de l'État-providence, le décrivant comme un État qui utilise le pouvoir organisé pour modifier les forces du marché en garantissant un revenu minimum, en limitant l'insécurité face aux risques sociaux et en offrant des services sociaux de qualité à tous les citoyens. Cette vision lie étroitement l'État-providence au fonctionnement du marché, inscrivant ainsi son analyse dans une perspective historique de démarchandisation de la vie humaine. Cependant, cette approche évolutionniste néglige la diversité des systèmes de protection sociale dans différents pays et favorise un biais anglo-saxon.

Une définition plus large, comme celle de Kaufman (Merrien, et al., 2005), correspond mieux aux réalités contemporaines de l'État social moderne, qui vise à protéger les citoyens contre les risques sociaux et à lutter contre la pauvreté à travers des politiques de protection sociale, d'assistance et d'assurance sociale. L'État social moderne englobe donc trois types de politiques : une intervention réglementaire pour assurer une sécurité économique, une volonté de

redistribution par des transferts monétaires et la mise à disposition de services collectifs gratuits ou à coût réduit.

La notion de Welfare State a émergé pendant la Seconde Guerre mondiale, remodelant profondément le rôle de l'État dans la vie sociale et économique des nations occidentales. Forcée par William Temple en 1943, elle désigne un État dont la mission principale est d'assurer le bien-être de ses citoyens, en réponse aux défis posés par la guerre. Cette idée est devenue un pilier fondamental des politiques post-guerre dans de nombreux pays, notamment au Royaume-Uni. Selon des penseurs comme Temple, Keynes et Beveridge, l'essence du Welfare State va au-delà des politiques de secours ou d'assistance sociale. Elle englobe un ensemble de politiques visant à garantir un niveau de vie décent pour tous les membres de la société, notamment dans les domaines de l'éducation, du logement, de la santé et de la sécurité sociale. (Henry, 2009).

Bien que la notion de Welfare State ait rencontré des critiques initiales, notamment quant à sa définition floue et à son potentiel d'ingérence excessive de l'État dans la vie des citoyens, elle est devenue une caractéristique essentielle des sociétés démocratiques modernes. En mettant l'accent sur les droits sociaux et la solidarité collective, le Welfare State a profondément influencé les politiques publiques et les normes sociales, transformant la manière dont les citoyens interagissent avec leur gouvernement et entre eux (Lebeaux, 1958).

- **État social : une notion ambiguë**

Escaffre (2007) souligne l'importance de parler d'« État social » plutôt que d'« État-providence », mettant en avant les acquis sociaux obtenus à travers des luttes historiques et évitant l'idée de charité publique envers des salariés passifs. L'État social est caractérisé par un ensemble de règles sociales et de droits d'accès aux services publics, bien que son origine historique demeure ambiguë, notamment avec Bismarck. Il intervient significativement dans le fonctionnement du capital, favorisant une économie mixte, mais les tensions entre travail et capital persistent. La financiarisation du capitalisme et l'avènement du néolibéralisme ont remis en question ce modèle, mettant fin à l'époque des Trente Glorieuses. En outre, l'État social joue un rôle idéologique majeur, visant à intégrer et pacifier les organisations du mouvement ouvrier. Cependant, les différentes formes politiques de l'État social reflètent les rapports de force entre classes, exprimant ainsi une ambivalence profonde. La notion de « capitalisme monopoliste d'État » présente également des limites en confondant étatisation et socialisation, et en écrasant l'autonomie de l'État.

Souvent, l'État social est défini de manière étroite, se concentrant principalement sur la protection sociale et parfois le droit du travail. Cependant, une approche élargie intégrant la protection sociale, le droit du travail, les services publics et les politiques macroéconomiques de soutien à l'activité et à l'emploi offre une compréhension plus complète. Cette approche permet de saisir la cohérence globale des transformations du XX<sup>ème</sup> siècle en matière de régulation économique et sociale. De plus, elle souligne le manque d'une théorie clairement définie de l'État social, malgré la présence d'éléments constitutifs (Ramaux, 2007).

- **Une alternative inspirée par l'exemple des pays européens : l'investissement social**

Cette perspective, ancrée dans la littérature internationale des années 1990 et 2000 sur la réforme de l'État social, préconise une approche élargie des politiques sociales. Elle met en évidence l'importance des investissements dans les services aux familles, la formation continue et la réinsertion professionnelle pour favoriser l'emploi et maintenir la cohésion sociale. Ces investissements sont considérés comme essentiels pour assurer la pérennité du système de protection sociale. Les pays qui ont le mieux réussi à s'adapter aux changements socio-économiques récents ont opté pour des politiques d'investissement social, modernisant ainsi leurs institutions et favorisant la croissance économique. En parallèle, des initiatives visant à promouvoir une démocratie plus dynamique et inclusive sont explorées, notamment à travers la démocratie participative. Bien que des réformes majeures de l'État social ne semblent pas imminentes, des évolutions au niveau local, national et international témoignent d'un potentiel renouvellement (Chantal, 2015).

- **Genèse de la notion d'État-Providence**

Bien que la notion d'État-providence soit devenue courante dans le langage, elle porte à l'origine une connotation critique et négative, une nuance qui refait surface aujourd'hui. Pour ses créateurs, notamment les réformateurs sociaux et les opposants français au Second Empire, tels qu'Émile Olivier, l'État-providence représente le résultat jugé monstrueux de la Révolution française. En supprimant les corps intermédiaires entre l'individu et l'État, comme les corporations et les syndicats, et en contrôlant les organisations de secours mutuels, la Révolution a contraint l'État à devenir la seule source de soutien pour les nécessiteux. Cette vision était clairement exprimée dans le discours d'Émile Olivier à l'Assemblée nationale en 1864. En restreignant les initiatives associatives libres, l'État-providence a remplacé la providence divine de l'Ancien Régime. Ainsi, la notion d'État-providence, dans son sens original, est à la fois spécifiquement française et teintée de négativité. Elle exprime l'idée qu'en l'absence de solidarités primaires, comme celles présentes dans la société britannique, où les associations de secours mutuels sont courantes, l'État doit intervenir dans une société fragmentée où les structures intermédiaires telles que la famille ou les associations professionnelles sont incapables de remplir un rôle de solidarité (Merrien, et al., 2005).

### **1.1.2. État social : Benchmarking des modèles leaders**

- **L'État social allemand**

La notion d'État-providence, connue en français, trouve son équivalent en allemand avec le concept de « Wohlfahrtsstaat », décrivant un État social bureaucratique et paternaliste. Les historiens soulignent le penchant allemand pour le paternalisme et la méfiance envers le libéralisme extrême, marqué par un contrôle étroit des sociétés de secours mutuels par l'État prussien. L'idée que l'État doit aider les classes laborieuses était largement acceptée au XIX<sup>ème</sup> siècle, avec Lorenz von Stein introduisant le concept d'État social. Bien que partageant certains éléments avec la notion française d'État-providence, les concepts allemands intègrent une dimension anti-libérale et une philosophie positive de l'État.

L'avènement de l'État social en Allemagne remonte à Bismarck, avec la mise en place des assurances sociales obligatoires. Son objectif était de protéger les travailleurs tout au long de leur vie, marquant ainsi un changement significatif dans le rôle de l'État. Bismarck cherchait à créer un État-providence où l'État remplaçait la providence divine, en offrant une rente calquée sur un modèle napoléonien pour assurer la loyauté des travailleurs. Son approche différait de celle des mutualistes, s'opposant à l'implication des compagnies d'assurance privées et privilégiant un système contributif obligatoire.

La législation allemande adoptée entre 1883 et 1889 a créé successivement l'assurance maladie, l'assurance accidents du travail et l'assurance invalidité vieillesse. Ces lois ont été mises en œuvre à travers des caisses d'assurances sociales décentralisées et autogérées, favorisant une nouvelle collaboration sociale avec la représentation des travailleurs dans leur gestion. Bien que l'assurance sociale en Allemagne accorde un droit à l'assurance, elle comporte des restrictions morales, exigeant une cotisation minimale pour obtenir des prestations.

Malgré des débuts modestes, les assurances sociales se sont progressivement étendues pour inclure diverses catégories de travailleurs en Allemagne. Les excédents financiers générés ont été réinvestis dans des infrastructures sociales telles que les hôpitaux et les logements sociaux, contribuant ainsi à transformer le paysage social du pays. (Lorenz, 1921).

- **Le cas britannique**

Le système anglais adopté entre 1908 et 1911 marque un tournant majeur dans la politique sociale britannique. En rompant avec la tradition libérale hostile à l'intervention de l'État, il met en place des mesures novatrices pour résoudre les problèmes de la pauvreté de masse. Ces mesures comprennent des pensions de retraite non contributives pour les personnes âgées, une assurance maladie et invalidité, ainsi qu'une assurance chômage obligatoire, représentant une avancée significative par rapport à la loi des pauvres de 1834.

Cette évolution reflète un changement de perspective sur la pauvreté, mettant en lumière les facteurs structurels tels que le chômage, la maladie et l'abandon de l'enfance, plutôt que l'absence de sens moral. Les nouvelles lois visent à prévenir le besoin plutôt qu'à maintenir le niveau de vie, marquant ainsi une différence fondamentale avec le système allemand qui repose sur des cotisations différenciées.

- **L'État Social en France**

La France a pris du retard dans le développement des politiques sociales par rapport à d'autres pays industrialisés. Et elle n'a pas été à l'avant-garde dans le développement des politiques sociales. Alors que l'Allemagne et l'Angleterre ont adopté des lois complètes sur les assurances sociales dès les années 1880 et 1908-1911 respectivement, la France n'a voté sa première grande loi sur les assurances sociales qu'en 1930. Ce retard s'explique en partie par une longue tradition d'individualisme libéral qui a freiné toute intervention étatique dans le domaine social jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. La politique sociale française était basée sur l'idée que l'État devait favoriser l'assistance privée plutôt que d'intervenir directement. Cependant, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, cette approche est devenue insuffisante pour faire face aux besoins croissants de la société moderne, notamment en matière de sécurité sociale et de prévoyance.

Les premières tentatives de réforme sociale en France ont rencontré une forte opposition et ont été entravées par des considérations politiques et idéologiques. Ce n'est qu'après la Première Guerre mondiale que le gouvernement français a élaboré un projet plus ambitieux d'assurances sociales, qui a finalement abouti à l'adoption de lois en 1928 et 1930. Cependant, ces lois étaient loin d'égaliser les réalisations des pays voisins comme l'Allemagne et l'Angleterre. Elles ont été modérées pour répondre aux intérêts divergents des agriculteurs, des mutuelles et du patronat. Malgré ces limitations, une génération de hauts fonctionnaires des années 1930 a continué à militer en faveur de l'extension de l'État social sur une base planiste et corporatiste.

- **Les États-Unis**

Pendant des décennies, les États-Unis ont basé leur politique sociale sur des mesures d'assistance locales et disparates, inspirées des pratiques anglaises, avec une distinction entre les pauvres méritants et non méritants. Malgré cela, l'idée de protection sociale commence à émerger au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, surtout sous l'influence de certains universitaires. Des tentatives de réforme sont initiées, notamment sous la présidence de Theodore Roosevelt en 1912, mais sont entravées par l'opposition du patronat et de certains groupes d'intérêts. Cependant, la Grande Dépression des années 1930 amène un changement radical, et en 1935, le Social Security Act est adopté, établissant un système d'assurances sociales et d'aide sociale. Ce texte marque l'entrée de l'État fédéral dans le domaine social, auparavant laissé aux États fédérés, et établit des programmes de sécurité sociale pour les personnes âgées, les personnes handicapées et les chômeurs, ainsi que des programmes d'assistance pour les familles dans le besoin. Bien que ces lois excluent l'assurance maladie, elles représentent un tournant majeur dans l'histoire des politiques sociales américaines.

- **Les pays nordiques : la Suède**

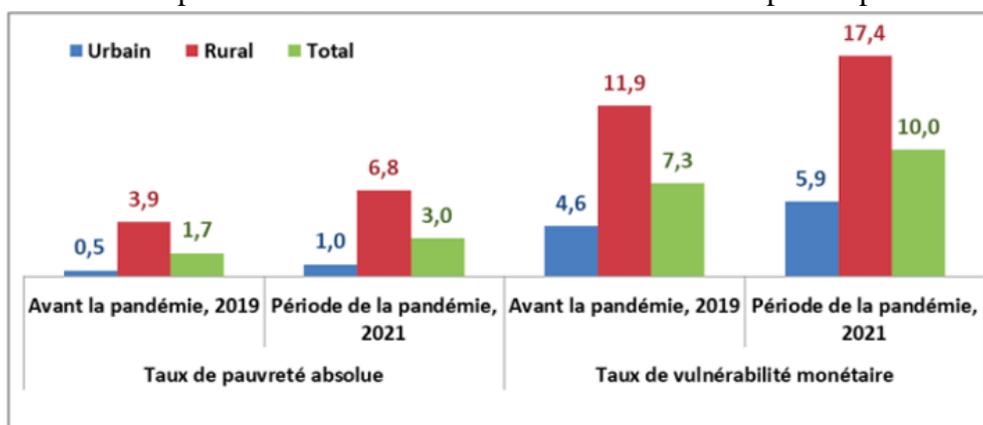
Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, les pays nordiques présentaient des programmes sociaux similaires à ceux d'autres pays européens, combinant des mesures de prévoyance sociale et d'assurances sociales. Contrairement à la France, les classes rurales soutenaient ces mesures sociales. L'historien Peter Baldwin remet en question le rôle des socialistes suédois dans l'établissement des lois sociales, attribuant plutôt ce mérite aux agrariens et aux libéraux. Les socialistes étaient davantage intéressés par les questions politiques et syndicales. Malgré cela, la révolution politique des années 1930 a propulsé la Suède au rang d'État social le plus développé, avec l'accession au pouvoir presque ininterrompue du parti social-démocrate. Le Parti social-démocrate suédois, arrivé au pouvoir en 1932, a adopté un réformisme social axé sur la solidarité nationale et la justice sociale. Bien que le développement de l'État social ait été tardif, les accords néo-corporatistes entre les employeurs et les syndicats dans les années 1930 ont jeté les bases du modèle suédois de relations professionnelles, qui est devenu indissociable de l'État Providence suédois.

## **1.2. Évolution de la société marocaine et ses implications**

En 2023, la population marocaine a atteint 37,1 millions de personnes, représentant environ 2,5% de la population totale de l'Afrique. Le Maroc achève actuellement sa transition démographique, offrant ainsi des opportunités pour son développement économique et social.

Cette transition s'est accompagnée d'une accentuation des inégalités sociales, de la pauvreté et de la vulnérabilité, reflétant un repli du niveau de vie. La pandémie de COVID-19 a exacerbé cette tendance, entraînant une baisse significative du niveau de vie des ménages entre 2019 et 2021, avec des diminutions annuelles moyennes de 2,2% selon le Haut-Commissariat au plan. Cette baisse a touché l'ensemble du pays, mais a été plus prononcée en milieu rural (2,6%) qu'en milieu urbain (2%). Parallèlement, la structure de consommation des ménages a été modifiée, avec une diminution des dépenses en équipements ménagers et de loisirs, compensée par une hausse des dépenses de santé et de communication. Les dépenses de santé ont augmenté de 10,9% par an et celles de communication de 4,6%, principalement en raison des mesures préventives contre la COVID-19 et de l'utilisation accrue des technologies de communication, comme le montre la figure 1.

**Figure 1:** Taux de pauvreté absolue et de vulnérabilité avant et après la pandémie (en%)

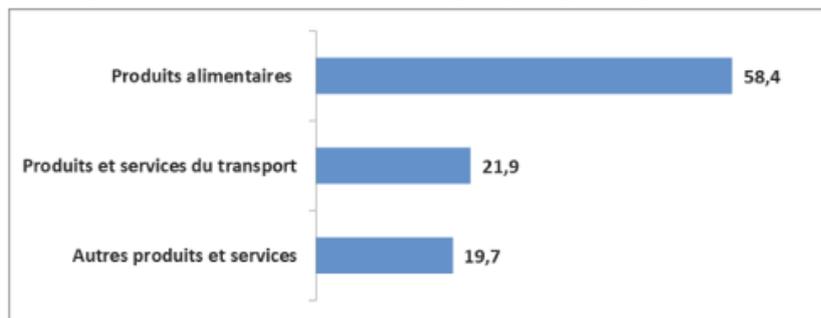


Source : reproduit par nos soins, sur la base de : HCP (2022)

### 1.2.1. Effets de l'inflation catégorielle sur le niveau de vie des ménages

L'inflation a fortement impacté le niveau de vie des ménages entre janvier et juillet 2022, selon les rapports de HCP avec une augmentation des prix plus prononcée en milieu rural et pour les ménages les moins aisés. Le taux d'inflation moyen sur cette période a atteint 5,5%, soit cinq fois supérieur à la moyenne enregistrée entre 2017 et 2021. Les prix ont augmenté de manière significative pour les produits alimentaires (8,7%) et le transport (11,8%), contribuant à plus de la moitié de l'inflation totale. Les hausses de prix ont également été observées dans d'autres catégories telles que les vêtements (4,5%), les équipements ménagers (4,3%) et les activités de loisirs (3,3%), comme illustré dans la figure 2.

**Figure 2 :** Décomposition de l'inflation totale par groupe de produits et services ( en %)



**Source :** reproduit par nos soins, sur la base de : HCP (2022)

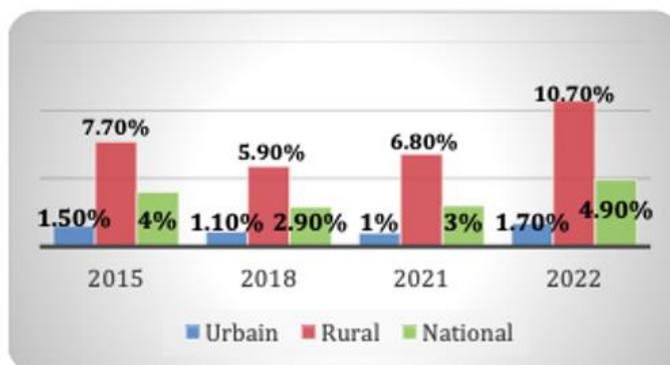
L'envolée des prix a exacerbé les inégalités sociales, ramenant le Maroc au niveau de pauvreté et de vulnérabilité monétaires de 2014. En termes réels, le niveau de vie des ménages a chuté de 5,5% au niveau national, passant de 20 040 DH en 2021 à 18 940 DH en 2022, de 5,2% en milieu urbain, et de 6,2% en milieu rural. Cette baisse a également touché les différentes catégories sociales, avec une diminution de 6,2% pour les 20% des ménages les moins aisés, 5,6% pour les 60% des ménages intermédiaires, et 5,2% pour les 20% des ménages aisés (HCP, 2022).

- **De la pauvreté à la vulnérabilité**

Dans ce cadre, environ 3,2 millions de personnes ont basculé vers la pauvreté (1,15 million) ou la vulnérabilité (2,05 millions). Près de 45% de cette détérioration sociale est imputable à l'impact de la pandémie, tandis que 55% sont attribuables à la hausse des prix à la consommation. Cette situation représente un recul d'environ sept ans de progrès vers la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité. En 2022, le Maroc se retrouve ainsi au niveau de pauvreté et de vulnérabilité enregistré en 2014.

Selon le (HCP, 2022) , dans la période de 2014 à 2022, le Maroc a enregistré une évolution significative dans la réduction de la pauvreté. En 2014, le taux de pauvreté était de 4,8%, puis il a connu une baisse importante pour atteindre un niveau bas de 1,7% en 2019, reflétant ainsi une amélioration notable de la situation économique et sociale. Cependant, à partir de 2020, sous l'impact combiné de la crise sanitaire, des sécheresses successives et de l'inflation, le taux de pauvreté a augmenté, atteignant 4,9% en 2022. Parallèlement, la prévalence de l'insécurité alimentaire grave était peu élevée, ne dépassant pas 3,2% en 2021. Toutefois, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave, estimée à 22,1% en 2021, reste un défi à relever.

**Figure 3 :** Évolution du taux de pauvreté monétaire par milieu en %

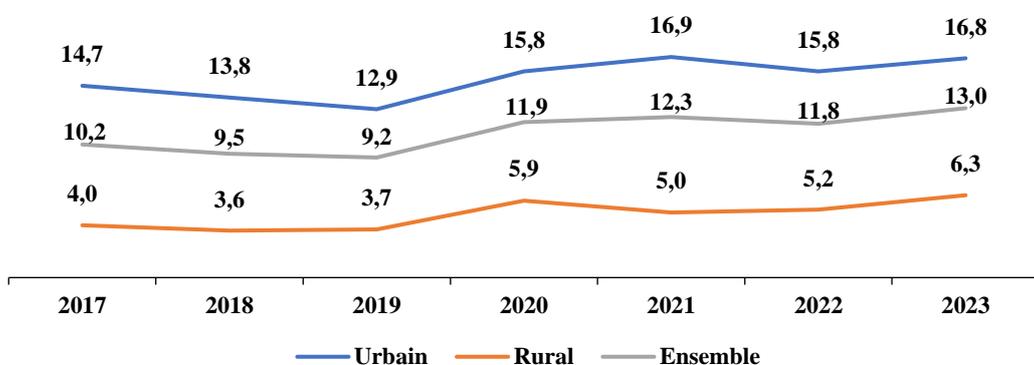


Source : reproduit par nos soins, sur la base de : HCP (2022)

• **Le chômage : des taux alarmants**

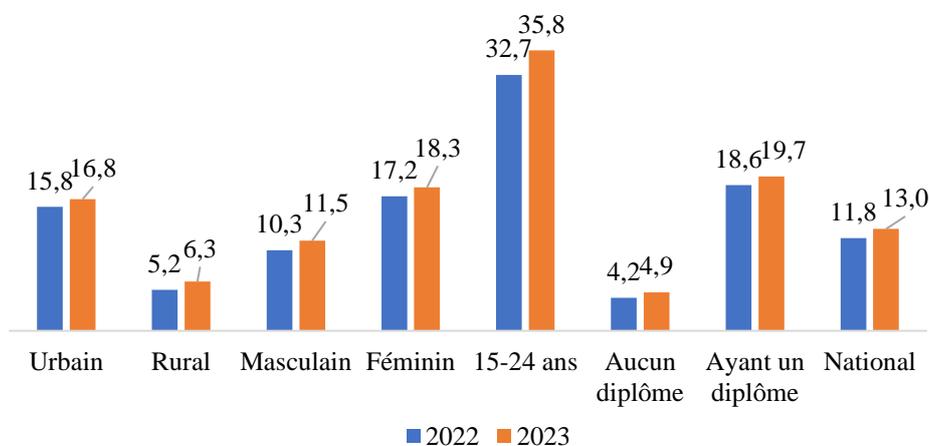
Entre 2022 et 2023, le nombre de chômeurs a augmenté de 138 000 personnes, passant de 1 442 000 à 1 580 000 chômeurs, soit une hausse de 10%. Cette augmentation résulte d'une augmentation de 98 000 chômeurs en milieu urbain et de 40 000 en milieu rural. Le taux de chômage est ainsi passé de 11,8% à 13% (+1,2 point), avec une augmentation de 1,1 point en milieu rural (5,2% à 6,3%) et de 1 point en milieu urbain (15,8% à 16,8%). Par genre, le taux de chômage a augmenté de 1,2 point chez les hommes (10,3% à 11,5%) et de 1,1 point chez les femmes (17,2% à 18,3%). Il a également augmenté de 1,1 point chez les diplômés (18,6% à 19,7%) et de 0,7 point chez les non-diplômés (4,2% à 4,9%). La hausse du chômage a touché toutes les tranches d'âge, avec une augmentation de 3,1 points chez les jeunes de 15 à 24 ans (32,7% à 35,8%), de 1,4 point pour les 25-34 ans (19,2% à 20,6%), de 1 point pour les 35-44 ans (6,4% à 7,4%), et de 0,4 point pour les 45 ans et plus (3,3% à 3,7%). Pendant cette période, la proportion de personnes récemment au chômage a augmenté, passant de 31,3% à 33,3%, avec une durée moyenne de chômage passant de 33 mois à 32 mois. En outre, 27,8% des chômeurs sont restés sans emploi après avoir terminé leurs études, tandis que 27% ont été licenciés ou ont vu leur entreprise cesser ses activités (HCP, 2022).

**Figure 4:** Évolution du taux de chômage depuis l'année 2017 (en %)



Source : reproduit par nos soins, sur la base de : HCP (2023)

**Figure 5:** Évolution du taux de chômage entre 2022 et 2023 pour certaines catégories de la population (en %)

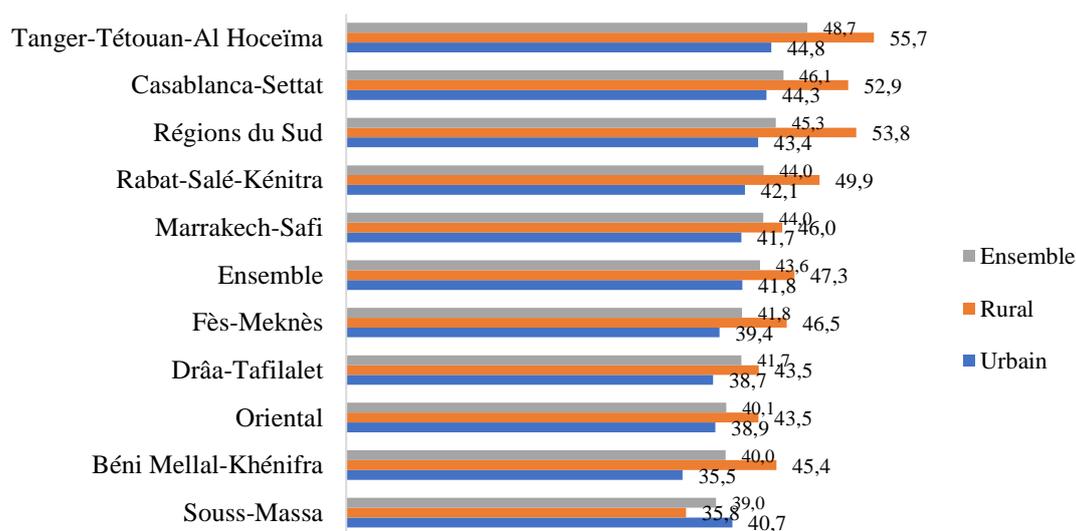


**Source :** reproduit par nos soins, sur la base de : HCP (2023)

En outre, cinq régions concentrent 69,8% des chômeurs à l'échelle nationale. La région de Casablanca-Settat arrive en tête avec 25,8%, suivie de Fès-Meknès (12,7%), de Rabat-Salé-Kénitra (12,3%), de l'Oriental (9,7%) et de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (9,2%).

Les taux de chômage les plus élevés sont observés dans les régions du Sud (20,3%) et dans la région de l'Oriental (19,6%). Deux autres régions dépassent également la moyenne nationale de 13%, à savoir Casablanca-Settat (15%) et Fès-Meknès (14,2%). En revanche, les régions de Marrakech-Safi et de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma enregistrent les taux les plus bas, respectivement 7,7% et 10,1%.

**Figure 6:** Taux d'activité selon les régions et le milieu de résidence en 2023 (en%)



**Source :** reproduit par nos soins, sur la base de : HCP (2023)

- **Inégalités sociales au Maroc**

Les politiques marocaines ont mis en place de nombreux programmes pour combattre les disparités territoriales, l'exclusion sociale et la pauvreté. Malgré ces efforts, les inégalités persistent, avec seulement une légère diminution vers la fin de 2014, comme l'indique l'indice de GINI. L'absence de données sur les écarts en termes de patrimoine pourrait révéler des inégalités plus importantes. De plus, la classe moyenne subit une pression croissante en raison du manque de politiques et de services publics adaptés. En ce qui concerne l'égalité des genres, malgré l'adoption de lois pour garantir l'égalité des droits, la situation des femmes au Maroc n'a pas connu d'amélioration satisfaisante, voire a régressé dans certains domaines tels que l'accès à l'éducation et les mariages précoces. Les disparités sociales dans l'accès aux services de base et aux droits fondamentaux nécessitent une attention particulière. L'éducation et la santé sont des domaines clés, mais l'éducation reste inégalitaire en raison des disparités entre l'école publique et privée. La mobilité sociale ascendante reste limitée, et l'accès aux soins de santé demeure une priorité. Les inégalités de situation, tant sociales qu'économiques, persistent, entraînant des différences dans les conditions de vie et les ressources disponibles. Pour y remédier, des stratégies et programmes de politiques publiques sont mis en œuvre pour promouvoir une économie inclusive et favoriser un vivre ensemble harmonieux (Chadli, 2022).

Selon Bahmani (2021), dans un contexte mondial caractérisé par des disparités économiques et sociales entre les pays, la mesure du bien-être social devient cruciale. Les indicateurs de comptabilité nationale ne suffisent plus à comparer le progrès des sociétés, et des enquêtes qualitatives sur le bien-être social des citoyens sont de plus en plus recommandées par plusieurs instances nationales et internationales. Ces enquêtes se concentrent sur différents aspects de la vie des citoyens et leur importance relative. Une étude du Haut-commissariat au Plan réalisée en 2012 sur un échantillon de 3200 personnes, dont 2080 en milieu urbain, révèle que le logement est le principal facteur de bien-être pour 60% des enquêtés, suivi du revenu, de l'emploi, de la santé et de l'éducation. Les résultats montrent également que la satisfaction en bien-être varie selon les domaines, avec une forte demande pour un logement personnel confortable et des équipements domestiques. Dans le domaine de l'emploi, les bonnes conditions de travail et l'équité dans l'accès à l'emploi sont essentielles pour le bien-être. Les inégalités sociales au Maroc se sont aggravées avec la crise sanitaire de la Covid-19, comme le montre une enquête nationale sur les sources de revenu réalisée en 2019 par le Haut-Commissariat au Plan. L'indice de Gini a enregistré une nette détérioration des inégalités de niveau de vie par rapport aux années précédentes (2001, 2007 et 2013).

Les indicateurs de développement humain au Maroc signalent des lacunes significatives dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'emploi, ainsi que dans les politiques sociales pour les groupes vulnérables. Malgré des progrès, le pays reste mal classé dans l'Indice de Développement Humain du PNUD, comparé même à d'autres nations arabes telles que la Tunisie et l'Algérie, tous trois étant classés avec un développement humain moyen. Ces lacunes sont particulièrement visibles dans le domaine de l'éducation, avec des classements parmi les plus bas mondialement, surtout dans les zones rurales. Le dernier rapport mondial sur le

développement humain 2023/2024 du PNUD révèle une légère amélioration, le Maroc passant de la 123<sup>e</sup> à la 120<sup>e</sup> place dans le classement de l'IDH.

En 2023, la Banque Mondiale prévoit une reprise de la croissance économique au Maroc après le ralentissement de 2022, avec des taux de croissance estimés à 2,8 % en 2023 et à 3,1 % en 2024, 3,3 % en 2025 et 3,5 % en 2026. Malgré une récente baisse de l'inflation, l'inflation alimentaire reste élevée, touchant principalement les ménages à faible revenu. Le pays a montré sa capacité à répondre aux chocs, y compris le récent séisme de septembre, grâce à des réformes et à des plans de développement ambitieux. Cependant, des défis persistent, notamment en matière de capital humain, d'investissement privé et d'autonomisation économique des femmes. La réalisation des objectifs du Nouveau Modèle de Développement nécessitera des réformes réglementaires et institutionnelles, ainsi qu'une attention particulière aux contraintes rencontrées par les femmes dans les zones rurales et urbaines.

## **2. Consolidation de l'État social : Stratégies d'Action Gouvernementale**

L'évolution de l'État social demeure au cœur des préoccupations des politiques publiques à l'échelle mondiale. En effet, la construction d'un État social efficace représente un enjeu majeur pour garantir le bien-être et la sécurité des citoyens, tout en favorisant la cohésion sociale et la stabilité économique. Dans ce contexte, le Maroc, en quête de développement socio-économique durable, cherche à élaborer un modèle d'État social adapté à ses spécificités nationales.

### **2.1. Mesures et initiative du gouvernement marocain**

Le Maroc a entrepris des réformes pour améliorer le capital humain et encourager l'investissement privé, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la résilience du pays et atteindre les objectifs ambitieux de développement définis dans le Nouveau Modèle de Développement. En particulier, il est crucial d'autonomiser économiquement les femmes marocaines et de prendre en compte leurs contraintes spécifiques, ce qui pourrait avoir un impact économique significatif et contribuer à la croissance socioéconomique du pays.

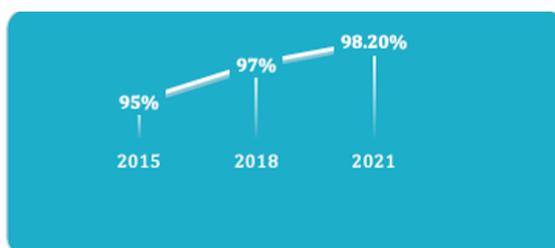
L'émergence de l'État social peut être attribuée à trois principaux facteurs : l'intervention de l'État dans l'économie en tant qu'entrepreneur, les inégalités géopolitiques favorisant l'essor de nouvelles couches salariées qualifiées de « moyennes », et la paupérisation croissante des couches sociales à partir des années 80. Ces éléments révèlent une dichotomie entre la réalité des revenus des travailleurs et la notion idéologique d'une classe moyenne homogène, promue par certaines stratégies politiques (Escaffre, 2007).

Amélioration des conditions d'habiter En lançant, en 2004, le programme « villes sans bidonvilles », le Maroc vise l'éradication de tous les bidonvilles des 84 centres urbains recensés. A fin juin 2023, 325 163 ménages en ont bénéficié de ce programme, soit plus d'un million et demi d'habitants qui ont vu leurs conditions d'habitat s'améliorer. Facilitation de l'accès au logement Dans l'optique de contribuer au renforcement du pouvoir d'achat des populations à faible et moyen revenu, un nouveau programme « Aide Directe au logement » est mis en place,

qui met à la disposition des citoyens éligibles une subvention financière visant à faciliter leur accès à une résidence principale. Le montant de l'aide est fixé à 100.000 dirhams pour l'acquisition d'un logement dont le prix de vente est inférieur ou égal à 300.000 DH TTC, et 70.000 dirhams pour l'acquisition d'un logement entre 300.000 DH et 700.000 DH TTC. Sont éligibles à ces aides les Marocains résidant au Maroc ou à l'étranger, n'ayant jamais bénéficié d'une aide au logement (HCP, 2023).

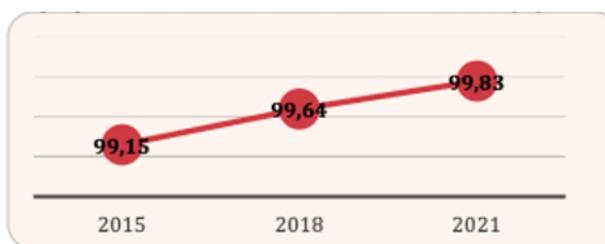
Amélioration de l'accès à l'eau et à l'électricité : Au cours de la dernière décennie, le Maroc a considérablement intensifié ses efforts pour étendre l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Entre 2015 et 2021, la généralisation de l'électricité et de l'approvisionnement en eau potable s'est accélérée en milieu urbain, avec des taux passant respectivement de 99,15% à 99,83% pour l'électricité et de 95% à 98,2% pour l'eau potable en milieu rural, comme le montre les figures 7, 8 et 9.

**Figure 7 :** Taux d'accès à l'eau potable en milieux rural (%)



Source : ONEE

**Figure 8 :** Taux d'accès à l'électricité en milieu rural en %



Source : ONEE

**Figure 9 :** Évolution du taux de préscolarisation des enfants 4-5 ans (en %)

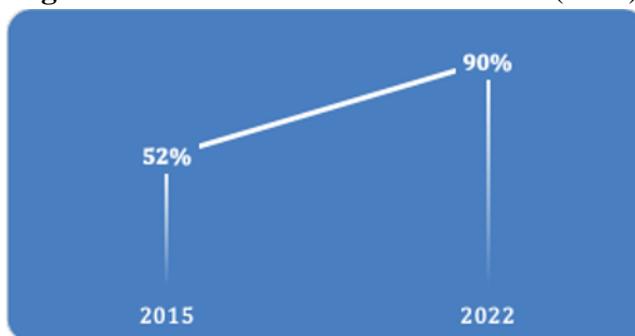


Source : Ministère de l'Éducation Nationale, du Préscolaire et des Sports

Des progrès significatifs ont été réalisés au Maroc en matière de généralisation de la couverture médicale. Entre 2013 et 2022, la couverture médicale s'est considérablement améliorée, passant de 34% à 90%. Cela est attribuable à l'expansion du régime d'assistance médicale (RAMED) et à l'application de la loi 09-21 sur la protection sociale en 2021. Ces mesures témoignent de l'engagement du Maroc à réduire les disparités et à garantir l'accès aux soins de santé pour tous ses citoyens. Le nombre de bénéficiaires de l'AMO CNSS a triplé, passant de 7,8 millions en 2020 à plus de 23 millions début juillet 2023, tandis que celui des bénéficiaires de l'AMO-TADAMON a atteint 10,8 millions, comprenant assurés et ayants droit . Le déploiement des unités médicales mobiles connectées dans les zones rurales s'inscrit dans la stratégie globale du

Maroc visant à renforcer son État social. Cette initiative, lancée par Sa Majesté le Roi, vise à assurer une protection sociale inclusive, en particulier dans les régions reculées. Les unités mobiles résolvent les défis liés à la faible densité de population et à l'isolement géographique en fournissant des soins de santé de qualité là où ils sont nécessaires. Soutenue par le Réseau C3M, cette démarche souligne l'importance de généraliser la protection sociale pour le développement durable du pays. Le Maroc s'engage dans un vaste projet visant à harmoniser les niveaux de vie, à améliorer les conditions des plus vulnérables et à garantir leur dignité, notamment par l'opérationnalisation de l'aide sociale directe et la généralisation de l'assurance maladie obligatoire. Malgré les défis internes, le Maroc démontre une remarquable résilience, résultat de politiques cohérentes adoptées au fil du temps, comme illustré dans la figure 10.

**Figure 10 :** Taux de couverture médicale (en %)



**Source :** ministère de la santé et de la protection sociale

Le Maroc a entrepris une refonte majeure de son système de santé, en réponse aux directives de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, avec la promulgation de la loi-cadre N° 06-22 relative au système national de santé le 9 décembre 2022. Cette refonte repose sur quatre piliers : la gouvernance, le renforcement des ressources humaines, la modernisation de l'offre publique de santé et la digitalisation du système. Parallèlement, des réformes judiciaires ont été adoptées, notamment la création de la commission nationale de lutte contre la traite humaine en août 2016 et une stratégie nationale d'immigration et d'asile. De plus, la Commission Nationale pour l'Égalité des Sexes et l'Autonomisation de la Femme a été établie en juin 2022 pour promouvoir l'égalité des sexes. Le Maroc a également renforcé la transparence et la lutte contre la corruption par l'adoption de lois sur l'accès à l'information et la réforme de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption. En matière de gouvernance participative, le Maroc a rejoint le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (OGP) en 2018, avec trois collectivités territoriales adhérant à l'OGP local. Enfin, le pays s'engage dans une approche novatrice pour la protection des personnes âgées avec le lancement du Plan d'Action National pour la Promotion du Vieillessement Actif, aligné sur les objectifs du programme gouvernemental 2021-2026 et du nouveau modèle de développement.

En suivant les recommandations du Nouveau Modèle développement<sup>1</sup>, Le renforcement du capital humain est essentiel pour consolider l'État social au Maroc. Cela implique d'améliorer la qualité du système éducatif et de l'enseignement supérieur, de consolider la protection sociale

<sup>1</sup> Rapport du Nouveau Modèle de développement

et de renforcer l'accès à l'emploi. La réforme du système éducatif pour la période 2022-2026 vise à offrir des conditions propices à l'achèvement de la scolarité obligatoire et au développement des compétences de l'enfant. Des efforts sont également déployés pour réduire les disparités sociales à travers des programmes d'appui à la scolarisation. Dans le domaine de la formation professionnelle, la création de Cités des Métiers et des Compétences et la mise à niveau du secteur ont entraîné une augmentation significative du nombre d'établissements et de stagiaires. Concernant l'enseignement supérieur, le Maroc s'engage dans un plan de transformation jusqu'en 2030, axé sur la numérisation, l'adaptation du cadre réglementaire et le renforcement des partenariats. En matière de santé, malgré des progrès, des défis persistent, notamment une offre insuffisante et mal répartie sur le territoire, des problèmes d'organisation et de gouvernance, ainsi qu'un financement inadéquat. Une réforme profonde du secteur est nécessaire pour généraliser la couverture médicale avec succès.

La réforme du secteur de la santé, lancée en 2020 par Sa Majesté Mohammed VI, vise à généraliser la protection sociale, avec comme échéances la généralisation de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) d'ici fin 2022, des allocations familiales entre 2023-2024, et l'extension des régimes de retraite et de l'Indemnité pour Perte d'Emploi (IPE) d'ici 2025. Le financement, estimé à 51 milliards de dirhams annuellement, repose sur les cotisations des bénéficiaires et la contribution de l'État. Les sources de financement comprennent de nouvelles recettes fiscales, la réaffectation des ressources des programmes existants de protection sociale, et des économies de la réforme de la caisse de compensation. Les mesures fiscales et budgétaires comprennent une enveloppe budgétaire de 10 milliards de dirhams pour l'AMO, la création de la Contribution Professionnelle Unique, l'amendement du Compte d'Affectation Spéciale, et l'instauration de nouvelles ressources fiscales.

Les ambitions de notre pays pour renforcer son capital humain, pilier de la consolidation de l'État social, reposent sur plusieurs axes stratégiques. Il est crucial de dynamiser la qualité du système éducatif et de l'enseignement supérieur, de consolider la protection sociale et d'améliorer l'accès à l'emploi. La réforme du système éducatif pour la période 2022-2026 constitue un chantier essentiel visant à garantir une éducation de qualité pour tous les enfants, en développant leurs compétences et capacités. Cette feuille de route repose sur trois principaux axes : les enseignants, les étudiants et les établissements d'enseignement. Parallèlement, les pouvoirs publics poursuivent la mise en œuvre de mesures visant à renforcer l'égalité des chances et à réduire les disparités entre les sexes et les milieux socio-économiques, notamment à travers des programmes d'appui social à la scolarisation. La feuille de route 2022-2026 s'appuie sur la loi-cadre 17-51, le nouveau modèle de développement du Royaume et le programme gouvernemental, avec pour objectif de réduire significativement le taux d'abandon scolaire et d'augmenter le niveau de compétences de base des apprenants. Ses objectifs comprennent la réduction du taux de déperdition scolaire, l'amélioration de la qualité des acquis en augmentant le taux d'acquisition des compétences de base et en offrant des activités parascolaires à une proportion significative des apprenants.

En ce qui concerne l'emploi, la croissance économique au Maroc a été peu génératrice d'emplois, avec seulement 12 550 emplois créés en moyenne pour chaque point de PIB entre

2008 et 2021, contre 32 264 emplois entre 2000 et 2007. Le Maroc a été confronté à une forte hausse du chômage en 2021, atteignant un niveau record de 1,51 million de chômeurs, en raison de la crise sanitaire et des conditions climatiques défavorables. Pour contrer cette tendance, le gouvernement a intensifié les programmes de promotion de l'emploi tels que IDMAJ, TAEHIL, et TAHFIZ, et a lancé de nouvelles initiatives telles que AWRACH, INTELAKA et FORSSA. Ces programmes ont permis d'insérer un nombre significatif de personnes sur le marché du travail, avec des réalisations notables comme les 97 174 insertions du programme IDMAJ en 2021. En parallèle, des efforts ont été déployés pour consolider la paix sociale à travers un dialogue social soutenu, illustré par la signature d'un accord entre le gouvernement et les partenaires sociaux en avril 2022. Ce nouvel accord comprend des mesures importantes telles que l'augmentation du salaire minimum dans divers secteurs (Rapport Économique et Financier accompagnant le Projet de Loi de Finances, 2023).

Le Maroc met l'accent sur le développement du capital humain pour renforcer l'État social, surtout après les révélations de la pandémie de Covid-19 sur ses défis. Le Nouveau Modèle de Développement (NMD) souligne l'importance d'un capital humain solide pour l'avenir du pays. Le programme gouvernemental 2021-2026 s'aligne sur cette vision en priorisant l'éducation de qualité et l'amélioration de la protection sociale. Des programmes sociaux ciblés ont été lancés pour aider les populations vulnérables, ce qui a entraîné une amélioration des indicateurs sociaux. Une réforme éducative majeure est également en cours, visant à offrir à chaque enfant une éducation complète et à développer ses compétences. Grâce à des réformes antérieures, le Maroc a réussi à généraliser l'accès à l'éducation primaire et à améliorer l'accessibilité au collège et au secondaire qualifiant. Des progrès significatifs ont également été réalisés dans la généralisation de l'enseignement préscolaire, reflétant l'engagement envers une éducation de qualité pour tous.

En parallèle aux initiatives et aux programmes, le Maroc a lancé diverses réformes institutionnelles sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

## **2.2. Leviers pour optimiser le modèle marocain**

### **2.2.1. Les trajectoires des pays en voie de développement**

La situation de la couverture sociale dans les pays en développement présente des contrastes marqués par rapport aux pays développés, à l'exception de quelques récentes avancées. En Afrique, environ 90 % de la population n'a pas accès à une protection sociale organisée, avec une couverture de sécurité sociale limitée à une petite fraction de la population active et totale. En Amérique latine, la sécurité sociale et l'assurance privée ne couvrent généralement que de 10 à 30 % des populations, tandis que les services de santé atteignent 30 à 40 % de la population. Cependant, certains pays offrent une couverture sociale allant jusqu'à 85 %, tandis que d'autres n'atteignent pas les 30 %. En Asie, la situation est encore plus hétérogène, avec des pays comme la Corée et Taiwan se dirigeant vers une sécurité sociale universelle, tandis que d'autres comme la Thaïlande ou l'Indonésie ont des systèmes à portée très limitée. Les anciens pays communistes présentent une dynamique sociale unique, où malgré un faible développement économique, la protection sociale était étendue grâce à une nationalisation de l'économie, financée principalement par l'État et les entreprises nationales.

La question de la couverture de sécurité sociale dans les pays en développement est complexe et nécessite la prise en compte de plusieurs éléments. Tout d'abord, la grande diversité entre les pays est un facteur clé à considérer. Ensuite, l'obtention d'une analyse statistique fiable de la couverture de sécurité sociale est souvent difficile. De plus, les régimes de sécurité sociale varient considérablement d'un pays à l'autre, allant de couvertures résiduelles à une protection étendue de la population. Enfin, les évolutions économiques et les transformations de la protection sociale au cours des dernières décennies ont également un impact significatif.

Il est essentiel de distinguer entre la couverture légale, la couverture statistique officielle et la couverture réelle. La couverture légale est définie par la loi et indique les parties de la population légalement couvertes par la sécurité sociale. Cependant, cette couverture légale ne reflète souvent pas la réalité sur le terrain. De nombreuses personnes légalement couvertes n'ont pas réellement accès à ces services en raison de divers obstacles tels que le manque de ressources, les difficultés géographiques, les problèmes culturels ou linguistiques, ou encore les perceptions sociales de la santé et de la maladie.

La couverture officielle fournie par les organismes de sécurité sociale offre une vision plus précise de la réalité, mais elle n'est pas entièrement fiable. Les organismes de sécurité sociale ne font souvent pas de distinction entre les personnes éligibles à une prestation et celles qui ne le sont pas, ce qui peut entraîner des estimations erronées. De plus, le nombre de contributeurs enregistrés est souvent inférieur au nombre réel de personnes couvertes, ce qui peut conduire à des écarts importants, en particulier dans les pays où la sécurité sociale ne concerne qu'une partie de la population active.

Les estimations de la couverture statistique restent lacunaires et peu fiables dans de nombreux pays en développement, malgré des améliorations récentes. Dans certains cas, les données ne sont disponibles que pour certains programmes d'assurance sociale, et il n'existe parfois aucun registre des assurés. La pluralité des caisses et des prestataires de sécurité sociale complique davantage la collecte de données précises, en particulier pour les régimes moins importants ou pour les secteurs informels.

Dans les pays en développement, la couverture de sécurité sociale a d'abord bénéficié aux groupes sociaux privilégiés avant de s'étendre progressivement aux travailleurs du secteur formel, et rarement aux travailleurs du secteur informel. Cela a conduit à une disparité importante dans la protection sociale, où une partie de la population est bien couverte tandis qu'une autre, souvent majoritaire, ne bénéficie d'aucune protection. Les travailleurs du secteur informel, notamment les indépendants et les artisans, ainsi que les femmes, sont souvent les plus exclus de la couverture sociale.

### **2.2.2. Stratégies pour Maximiser l'Efficacité du Modèle Marocain**

La notion d'État social est devenue un élément central du discours gouvernemental, apparaissant régulièrement dans les programmes officiels et les interventions publiques. Cette notion englobe diverses mesures telles que l'instauration d'un revenu minimum de dignité, le soutien aux personnes âgées et en situation de handicap, ainsi que le développement du capital humain. Au Maroc, nous observons l'émergence d'un « État social à minima », englobant un spectre plus

large que la simple protection sociale, mais restant moins étendu que ce que pourrait suggérer une définition plus exhaustive. Pour consolider cet État social émergent et répondre aux défis actuels, il est impératif d'identifier et de mettre en œuvre des recommandations spécifiques en matière de politiques sociales et de développement du capital humain.

Réduire les écarts de salaires et mettre en place des mécanismes de redistribution sont des stratégies cruciales pour combattre les inégalités. Traditionnellement, le salaire minimum a été utilisé à cette fin, mais son efficacité diminue à mesure que le travail à temps partiel devient plus répandu et que le travail à temps plein diminue. La généralisation de la protection sociale pour les travailleurs est un outil essentiel pour lutter contre les privations d'accès aux services de base comme la santé et les prestations de chômage. De plus, l'élaboration de programmes et de stratégies de redistribution des revenus joue un rôle crucial dans la réduction des inégalités de revenu (Chadli, 2022).

Les indicateurs de performances sociales révèlent une nette hiérarchie entre les différents modèles de société. Les pays scandinaves affichent les meilleures performances, notamment en termes de satisfaction de vie, de réduction des inégalités de revenu et de faible taux de pauvreté. En revanche, les pays méditerranéens et libéraux présentent des résultats moins favorables, avec des niveaux plus élevés d'inégalités, de pauvreté et de mortalité infantile. Les pays continentaux se situent entre les deux extrêmes, avec une productivité horaire du travail relativement forte. Cette hiérarchie souligne l'importance des pratiques sociales enracinées dans les mentalités, ce qui rend difficile l'extension du modèle scandinave à d'autres pays où ces pratiques ne sont pas traditionnelles (Catherine, 2008).

Réforme profonde du système éducatif : Poursuivre la réforme du système éducatif pour garantir une éducation de qualité pour tous les enfants marocains. Cela implique d'investir dans la formation des enseignants, l'amélioration des programmes scolaires, la modernisation des infrastructures éducatives et la promotion de l'accès à l'éducation préscolaire.

Intensifier les efforts pour créer des opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes. Cela pourrait inclure des programmes de formation professionnelle, des incitations pour les entreprises à créer des emplois, et des politiques visant à encourager l'investissement privé et la création d'entreprises.

Continuer à mettre en œuvre des réformes institutionnelles visant à renforcer la gouvernance et la transparence et à lutter contre la corruption. Cela comprend des mesures pour accroître la transparence, renforcer l'État de droit et promouvoir la participation citoyenne dans le processus décisionnel.

Continuer à mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à autonomiser économiquement les femmes marocaines, en tenant compte de leurs contraintes spécifiques. Cela pourrait inclure des initiatives pour faciliter l'accès des femmes à l'éducation, à la formation professionnelle et aux opportunités d'emploi, ainsi que des mesures visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin.

Poursuivre les efforts et les investissements dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens marocains, notamment en poursuivant les programmes de logement comme « villes

sans bidonvilles » et le programme d'aide directe au logement. Mais surtout penser à un vrai logement social adapté aux standards internationaux. Il est également important de continuer à étendre l'accès à l'eau potable et à l'électricité, en particulier dans les zones rurales. Ainsi que réduire l'isolement des populations rurales, en particulier celles résidant dans les régions montagneuses, constitue un levier majeur pour une inclusion pour tous.

Pour optimiser le modèle marocain, il serait bénéfique d'examiner les réformes entreprises dans d'autres pays en matière de système de retraite. En particulier, l'introduction de mesures incitatives pour prolonger la vie active des travailleurs, telles que des mécanismes de retraite progressive ou des incitations financières pour retarder le départ à la retraite, pourrait aider à atténuer la pression financière sur le système de retraite et à garantir une meilleure stabilité à long terme. De plus, explorer la possibilité d'introduire un deuxième pilier de capitalisation individuelle dans le système de retraite marocain pourrait offrir aux travailleurs une plus grande flexibilité et une meilleure sécurité financière pour leurs années de retraite.

Le Maroc pourrait explorer des solutions pour renforcer la couverture médicale universelle tout en garantissant la viabilité financière du système. Des réformes axées sur l'amélioration des infrastructures médicales, la lutte contre l'évasion fiscale et la promotion de la transparence dans le secteur de la santé pourraient contribuer à surmonter les défis actuels. De plus, le Maroc pourrait envisager d'introduire des incitations pour encourager les professionnels de la santé à rester dans le pays et à fournir des soins de qualité sans recourir à la corruption, assurant ainsi un accès équitable aux services de santé pour tous les citoyens. Par ailleurs continuer à étendre la couverture médicale à travers des initiatives telles que le déploiement des unités médicales mobiles connectées dans les zones rurales. Investir dans l'amélioration des infrastructures de santé et des services médicaux, ainsi que dans la formation et le recrutement de professionnels de la santé.

Le système de protection sociale dans les régimes communistes comporte également une dimension familiale prononcée. Les femmes bénéficient de diverses prestations et services visant à faciliter leur intégration dans le marché du travail, notamment une assurance maternité versée pendant 2 à 3 ans après la naissance d'un enfant, la garantie de l'emploi, des structures d'accueil pour la petite enfance, ainsi que différentes prestations en cas de maladie ou de célibat. Cependant, cette politique envers les femmes doit être examinée à la lumière de l'idéologie communiste, où les femmes sont perçues comme une main-d'œuvre essentielle au maintien du communisme en assurant la relève. Malgré ces mesures, les relations de genre demeurent empreintes de sexisme, les femmes devant souvent jongler entre leur travail et les responsabilités familiales (Merrien, et al., 2005).

Et pour conclure, afin de garantir l'efficacité de l'assurance chômage au Maroc, il est essentiel de veiller à ce que sa mise en place soit transparente et équitable. Les autorités devraient s'efforcer de définir des critères clairs pour le chômage, afin d'assurer une collecte de données précise et de refléter fidèlement la réalité du marché du travail. De plus, des mécanismes de surveillance indépendants pourraient être mis en place pour garantir que les pratiques de licenciement ne contournent pas les droits des travailleurs et pour vérifier l'exactitude des chiffres officiels du chômage. Enfin, des programmes de sensibilisation et d'éducation

pourraient être lancés pour informer les travailleurs de leurs droits en matière d'assurance chômage et pour encourager une participation active au système.

## Conclusion

Au terme de cette étude, il apparaît clairement que l'État social marocain est en pleine mutation, s'adaptant aux réalités socio-économiques et aux aspirations de la société. À travers notre analyse des différents modèles leaders de l'État social dans le monde, nous avons pu identifier des inspirations et des enseignements précieux pour le contexte marocain. De même, en examinant les évolutions de la société marocaine, nous avons pris conscience des défis et des opportunités qui se présentent dans la construction d'un État social authentique et pérenne.

Les leviers de réussite que nous avons proposés offrent des pistes concrètes pour consolider le modèle marocain. Les réformes structurelles, conjoncturelles et sectorielles engagées par le gouvernement témoignent d'une volonté affirmée de placer l'État social au cœur de l'action publique. En jetant les bases d'un État social consolidé, ces réformes ouvrent la voie à une société plus équitable, plus solidaire et plus prospère pour tous les citoyens marocains.

Toutefois, la route vers un État social pleinement réalisé est semée d'obstacles et d'incertitudes. Les défis économiques, sociaux et environnementaux exigent une vigilance constante et une adaptation permanente des politiques publiques. Il est donc impératif que les décideurs politiques, les acteurs sociaux et la société dans son ensemble continuent de travailler ensemble pour consolider les acquis, surmonter les obstacles et saisir les opportunités qui se présentent.

En outre, notre travail propose d'explorer plusieurs perspectives pour comprendre les leviers de réussite de l'État social marocain face aux transformations de la société. Il s'agira d'abord d'évaluer les politiques publiques en matière de santé, d'éducation, de protection sociale et d'emploi, afin de mesurer leur impact sur les populations vulnérables. Ensuite, une analyse des interactions entre l'État, la société civile et le secteur privé permettra de mettre en lumière les partenariats contribuant au renforcement de l'État social. Le projet abordera également l'adaptabilité de l'État social aux changements rapides, comme l'urbanisation et la digitalisation, en intégrant des solutions technologiques. En comparant le modèle marocain avec ceux de pays similaires, cette étude visera à identifier des bonnes pratiques et des stratégies applicables. De plus, une évaluation des défis financiers et des sources de financement alternatives éclairera la question de la soutenabilité à long terme de l'État social marocain. Enfin, une réflexion sur les attentes citoyennes et les enjeux culturels permettra de comprendre comment l'État social peut évoluer pour répondre aux aspirations de la population, consolidant ainsi son rôle dans une société en mutation.

En guise de conclusion, l'État social marocain est appelé à jouer un rôle crucial dans la construction d'un avenir meilleur pour tous. En continuant sur la voie des réformes et de l'innovation, en renforçant les mécanismes de protection sociale et en promouvant l'inclusion et la justice sociale, le Maroc peut aspirer à devenir un modèle de référence en matière d'État social dans la région et au-delà.

## Bibliographie

- Bahmani.M, J. N. (2021). Bien-être social et inégalités au Maroc: Une analyse théorique et empirique. *International. Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(6), 183-197.
- Billaudot, B. (2008, Janvier). Une théorie de l'Etat social. *OpenEdition Journals*.
- Briggs.Asa. (1961). The welfare state in historical perspective. *European journal of scieology*, 2(2), 228-229.
- Catherine.M, H. (2008, janvier). Le modèle social européen et l'Europe sociale. *Revue de l'OFCE, sur CAIRN.INFO*, 61-62.
- Catusse.M. (2009). Maroc: un fragile État social dans la réforme néolibérale. *Alternatives SUD*, 15, 60-63.
- Chadli.N, B. (2022). Les inégalités sociales et les moyens de leur réduction au Maroc. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 5(4).
- Chantal.N-D. (2015). Mettre en perspective la perspective d'investissement social. *La Revue de l'IRES*, 2(85-86), 171-209.
- dveloppement, C. S. (2021). *Le rapport général de la CSMD Intitulé « le Nouveau Modèle de Développement, libérer les énergies et restaurer la Confiance pour accélérer la marche vers le progrès et la prospérité pour tous »*,.
- Escaffre.J-P, L. (2007). L'État social, Mythe et réalités. *Nouvelles FondationS*, 56-59.
- ESCAFFRE.J-P, L. S. (2007). L'État social, Mythe et réalités. *Nouvelles FondationS dans CAIRN.INFO*, 1(5), 56.
- HCP. (2022). *BUDGET ECONOMIQUE EXPLORATOIRE 2023, Les perspectives économiques en 2022 et 2023*.
- HCP. (2022). *Evolution des inégalités sociales dans un contexte marqué par les effets de la COVID-19 et de la hausse des prix*. HCP.
- HCP. (2023). *Troisième Rapport du Royaume du Maroc sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 Bilan de la première décennie (2014-2023)*. Haut Commissariat au Plan .
- HCP. (2021). *Evolution des inégalités sociales dans un contexte marqué par les effets de la COVID-19 et de la hausse des prix*.
- HCP. (2022). *Source : HCP, Enquête nationale sur les sources de revenu 2019, 3ème panel auprès des ménages 2021/2022*.
- Henry.M-H. (2009). Hisoitre de la pensée économique. Dans J. M. Keynes, *nouvelles façon de voir les problèmes économique*.
- Keynes.John-M. (1926). Dans Keynes.John-Maynard, *La fin du laissez faire*.
- La Banque Mondiale. (2023). *Rapport de suivi de la situation économique au Maroc, Automne 2023 : De la résilience à la prospérité partagée*.
- Lebeaux.Charles-Nathan, W. e. (1958). Conceptions of social welfare. Dans *Industrial society and social welfare* (pp. 138-145). New York: Free Press.
- Lorenz, v.-S. (1921). *Histoire du mouvement social en France de 1789 à nos jour*. Drei Masken Verlag.
- Merrien.F-X, Parchet.R, & Keren.A. (2005). *L'État social une perspective internationale*. Armand Colin.
- Merrien.F-X, PArchet.R, & Kernén.A. (2005). *L'Etat social : Une perspective international*. ARMAND COLIN.
- Ramaux.C. (2007). Quelle théorie pour l'État social ? Apports et limites de la référence assurantielle. *Revue française des affaires sociales*.